



**Comité social d'administration
de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
réunis le 30 juin 2025**

Déclaration liminaire de vos représentants CGT

Cette séance du CSA se tient dans un contexte mondial très inquiétant. Les guerres s'étendent un peu partout de l'Europe au Proche et Moyen-Orient, sans oublier l'Afrique. Les budgets militaires sont en hausse de partout au détriment des besoins quotidiens de la population conduisant à une dégradation des conditions de vie. Ces guerres et conflits n'ont pas, comme certains veulent nous le faire croire, une source ethnique ou religieuse. Ils sont menés sous ces prétextes dans une logique impérialiste d'accaparement des ressources. Les conditions rocambolesques de la négociation entre les USA et le gouvernement ukrainien sur l'exploitation des ressources minières de l'Ukraine en est l'illustration la plus frappante. Derrière les discours des belligérants, qui pour l'indépendance de l'Ukraine, qui pour l'appartenance du territoire ukrainien à un fantasme mondial russe éternel, il y a la seule question qui vaille : qui des conglomérats miniers des USA ou de ceux des oligarques russes s'accaparera les profits de l'exploitation des terres rares et autres richesses minérales en Ukraine ? La guerre dans l'est du Congo, conflit qui dure depuis des décennies et qui a causé des millions de morts, procède des mêmes logiques : quel impérialisme va s'accaparer le coltan, le cuivre et autres minéraux indispensables aux équipements informatiques et aux technologies de la prétendue « transition écologique » ?

Ces méthodes d'accaparement sont consubstantielles au fonctionnement capitaliste de l'économie et il y a plus d'un siècle, Jaurès disait déjà « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage.* ». Depuis, malgré la domination tant économique que militaire des USA, la réalité n'a fait que confirmer la véracité de cette phrase. Ainsi, après la seconde guerre mondiale, jamais la terre n'a connu un moment de paix complète. Toutefois la multiplication actuelle des conflits signe l'affaiblissement progressif des USA, même si leur prééminence reste réelle. Cet affaiblissement se voit de plus en plus nettement par les choix de repli et de reculs de leur gouvernement : repli identitaire et raciste, casse des maigres protections sociales, attaque contre l'éducation, les sciences et la recherche, abandon des politiques écologiques... Le tout dans une agitation populiste bruyante et permanente pour ne surtout pas laisser le temps aux citoyens de comprendre ce qui arrive.

Nous n'en sommes pas là en France, encore que... Des discours racistes, xénophobes décomplexés sont tenus par des ministres. L'argent de la protection sociale est vu avec convoitise par les industriels de l'armement (et d'autres) : pourquoi ne pas réduire les remboursements médicaux, les retraites et autres prestations sociales pour payer les nouveaux chars, missiles, drones et autres porte-avions ? Les attaques contre l'enseignement, la science et la recherche sont plus insidieuses qu'aux USA, mais comment ne pas penser aux classes de plus en plus chargées, aux enseignants

remplaçants de plus en plus rares, aux coupes budgétaires subies par le CNRS, tout comme, plus symbolique mais tout aussi significatif, la tentative en cours de liquidation du Palais de la Découverte ? Ici aussi, l'obscurantisme et l'inculture étendent leur emprise.

Et bien sûr, les agents publics sont traités plus bas que terre par des gouvernements d'opportunistes qui espèrent que la démagogie populiste propulsera leur carrière. Ainsi, après la remise en place d'un jour de carence, les arrêts maladie des fonctionnaires ne sont plus indemnisées à 90 %. Ces attaques sont choquantes pour tous les personnels encore une fois accusés d'être des tire-aux-flancs profiteurs. Mais comment ne pas être scandalisé que cette mesure s'applique aux femmes enceintes qui subissent des complications de grossesse ou à des personnes aux prises avec des maladies particulièrement graves ?

Concernant l'écologie, la France n'est pas (encore?) sortie de l'accord de Paris, mais les reculs en cours sont majeurs, tant sur le fond que symboliquement : ré autorisation à grande échelle de pesticides notoirement cancérigènes, assouplissement majeur des contrôles environnementaux en particulier agricoles, abandon des zones à faibles émissions (même si l'outil en lui-même pose question), passage en force pour construire l'autoroute A69... et on en oublie. Mais nous n'oublions pas les attaques scandaleuses et indignes venues du gouvernement, de parlementaires, de responsables de collectivités locales contre les agents chargés de faire appliquer les règles écologiques, qu'ils ont souvent eux-mêmes décidées ou approuvées. Tous ces politiciens carriéristes et opportunistes sont des criminels qui collent des cibles dans le dos des agents du ministère et de ses agences. Les agents souffrent de cette situation, car elle finit par poser la question de l'avenir même du ministère, des missions qu'ils exercent et au bout du compte, du sens de leur travail. Comment rester motivé alors que les fondements mêmes des politiques que l'on défend parfois depuis des années sont sapées méthodiquement au plus haut niveau ?

Comme si cela ne suffisait pas, le ministère lui-même s'attaque à ses agents avec une mise en place précipitée d'une protection sociale complémentaire maladie obligatoire et d'une prévoyance optionnelle. Cette dernière à un prix exorbitant. Ainsi, au MATTE, le contrat de prévoyance proposé coûte environ 2 % du salaire, alors qu'au ministère des Finances, où l'adhésion à la prévoyance est obligatoire, il coûte environ 0,6 % du salaire. Que dire aussi de l'opacité des montants prélevés sur les salaires pour financer ALAN : aucun barème public, aucune notice accessible permettant de faire soi-même le calcul. De plus, les délais particulièrement courts de mise en place de cette assurance obligatoire ont poussé les agents à des choix précipités. Ainsi, certains ont résilié y compris la partie prévoyance de leur contrat, et ne souhaitant pas souscrire à la proposition ministérielle hors de prix, se retrouvent sans couverture prévoyance... Beau résultat pour une prétendue avancée sociale ! En outre, désormais les agents qui auparavant réglaient les franchises des médicaments directement payés par la sécurité sociale en pharmacies sur les remboursements de leurs visites chez le médecin reçoivent maintenant des factures pour régler ces franchises. On n'arrête pas le progrès !! Ce n'est pas pour rien que la CGT revendique une prise en charge à 100 % par la sécurité sociale :

- Un seul opérateur pour rembourser la totalité des frais engagés en une seule opération. Bref, la simplicité ;
- Des frais de fonctionnement réduit au minimum, sans publicité et dépense somptuaires permettant un total de cotisations plus faibles ;

- Un financement transparent où chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

De plus, le déploiement de l'intelligence artificielle dans les services, dont il va être question durant ce CSA, ne peut qu'être source d'inquiétudes. Bien sûr certaines performances sont impressionnantes et ne doutons pas qu'elles s'amélioreront encore. Toutefois, le gouvernement affirme déjà que l'arrivée de l'IA devra s'accompagner de nouvelles baisses d'effectifs. Ainsi, certains pans de l'activité des services risquent d'être très rapidement gérés sans intervention humaine : Analyse de dossiers, priorisation des contrôles, production automatique de recommandations, remplacement de tâches humaines par des chatbots... la tentation est grande d'en mettre partout où c'est possible et au final de laisser l'IA décider soit directement, soit faute de temps, en validant automatiquement les solutions qu'elle propose. Or déshumaniser certaines tâches ne doit pas mener à répondre à un usager ou à un agent « c'est la machine qui a proposé ça ». En effet, derrière l'IA, il y a les personnes qui l'alimente en choisissant les données et qui la paramètre. Or les données, comme les paramétrages ne sont jamais neutres. Ils sont issus d'une histoire, d'un contexte, de choix personnels et collectifs, toutes choses qui sont relatives et évoluent avec le temps. L'humain, pour autant qu'il en ait la volonté, peut arriver à corriger ces biais. C'est pour cela que la CGT revendique :

- que tous les projets d'IA fassent l'objet d'une étude d'impact sur l'organisation du travail, les risques pour la santé, les conditions de travail, les effets sur l'emploi, la qualité du service public rendu aux usagers, la protection des données et des libertés publiques ;
- que l'IA ne remplace jamais une décision humaine ;
- qu'il y ait la transparence sur les algorithmes utilisés et les paramétrages ;
- que les agents soient non seulement formés à l'usage de l'IA lorsqu'ils sont amenés à l'utiliser, mais aussi que la formation au jugement de la qualité des productions de l'IA soit généralisée ;

Dans ce contexte global, les personnels de la DREAL ne peuvent qu'être en souffrance. Et certains chiffres du rapport social unique qui va être présenté en séance sont des signaux à ne pas à prendre à la légère, en particulier la hausse du nombre de rendez-vous avec les assistantes sociales et médecins de prévention d'une année sur l'autre.

Enfin, la CGT sait, qu'outre le projet de fusion de PARHR et CPPC à l'ordre du jour de ce CSA, d'autres projets de réorganisations d'ampleur de service de la DREAL sont, sinon lancés, au moins à un stade d'étude très avancé. Nous ne comprenons pas que les membres du CSA n'en soient pas informés et nous avons nettement l'impression que l'administration cache volontairement les choses en espérant créer des faits accomplis après avoir circonvenu les agents concernés.

Nous appelons tous les agents à ne pas rester isolés face aux attaques contre les fondements de nos missions ou à des projets de réorganisation, mais à contacter ou rejoindre la CGT qui est leur outil pour s'organiser, se défendre et faire valoir leurs droits.